

SOCIALISME ET ANARCHISME...

2- ÉVOLUTION DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE EN FRANCE:

«Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, éprouvé, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, stimulé, apprécié, censuré, commandé par des êtres qui n'ont ni la science, ni la vertu.

Être gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, redressé, réformé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concessionné, pressuré, mystifié, volé; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, horripilé, assommé, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, triché, et pour comble, joué, berné, outragé, calomnié, déshonoré. Voilà le gouvernement! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon!».

P. J. Proudhon (Idées générales de la Révolution).

Il existe un parti socialiste typique, qu'il est possible de suivre tout au long d'une évolution normale, car il a «mûri» sans que des catastrophes sociales ne soient intervenues trop tôt pour briser sa marche. C'est le parti socialiste français.

Issu d'une coalition de mouvements vigoureux, placé dans un pays traditionnellement frondeur, basant sa puissance sur des formes d'organisation multiples, il a continuellement grandi jusqu'aux expériences décisives. Après la crise, l'aventure guerrière de 1914-1918, il est parvenu à surmonter les effets de la scission communiste, revenant au pacifisme et à l'internationalisme, il a successivement trompé des crises intérieures provoquées par le ministérialisme; en excluant ceux de ses militants qui entraient dans des gouvernements bourgeois, il est même parvenu à s'amputer de son aile droite qui professait des thèses technocratiques et profascistes. La pratique d'une démocratie intérieure permanente lui assurait un rajeunissement continu. La France était une grande puissance alors, elle pouvait (grâce à l'exploitation des pays, semi-coloniaux qu'elle contrôlait économiquement, grâce aussi à son vaste Empire colonial) se permettre de céder quelques miettes de ses richesses aux travailleurs métropolitains.

Les faiblesses du parti socialiste S.F.I.O. étaient certes nombreuses. La masse électorale, les fonctionnaires du parti, la clientèle municipale, préfectorale et administrative, représentaient un élément conservateur par rapport aux militants de la base, et des heurts fréquents se produisaient. Mais tant que le parti demeurait à l'écart du pouvoir, les conflits se résolvaient facilement.

Lentement, les contradictions se précisait. Entre les candidats aux postes d'État, l'État-Major du Conseil National, et les sections, - un fossé se creusait, que masquait seulement une commune phraséologie, réduite à quelques formules de plus en plus vagues. Le caractère parlementaire et parlementariste du parti se précisait avec netteté, par l'abandon de tout intérêt de classe aux luttes syndicales et à la C.G.T.

Quand, en 1936, éclata le coup de tonnerre des occupations d'usines, l'amalgame hétéroclite des divers composants socialistes se défit. Porté au pouvoir par la poussée populaire, le parti S.F.I.O. - l'appareil des fonctionnaires socialistes - en dépit des différences de tempérament, de doctrine et d'allure si souvent mises en évidence, se comporta de la même façon que les socialistes italiens de l'époque préfasciste ou que les socialistes allemands de la République de Weimar. Ils n'eurent qu'un souci, celui d'empêcher le raz-de-marée ouvrier, de mettre fin aux occupations, de réduire à des formes légales un mouvement qui était naturel et spontané.

La guerre approchait. Le patriotisme traditionnel des socialistes français rejoignit le patriotisme de circonstance des staliniens; ensemble, ils clamèrent «*qu'il fallait savoir terminer une grève*». L'expérience parlementaire échoua et avec elle commença la décadence du parti. Coupés des foules laborieuses, les socialistes ne purent lutter contre l'infiltration communiste dans les syndicats. Théorisant leurs pratiques ministérialistes, ils exclurent leurs militants révolutionnaires: la gauche de Marceau Pivert, les *Jeunesses socialistes de la Seine*, la *Fédération des Étudiants socialistes*.

La guerre acheva son œuvre de démolition. Près de la moitié du groupe parlementaire pratiqua la main tendue à «*l'Européen*» Hitler. Les autres plongèrent tête baissée dans le gaullisme. A la Libération, il ne restait qu'une grande enseigne, quelques curiosités historiques comme Blum, et un grand nombre de négociants du marché noir de la politique.

Le reste est connu. Absorbés par les soucis du pouvoir; monnayant jusqu'à l'inflation et la ruine leur influence sur les masses laborieuses; agitant quelques vagues slogans démocrates et humanitaires contredits chaque jour par les mesures qu'ils prenaient; grignotés par les communistes qui pratiquaient la surenchère démagogique en public, tout en appliquant des méthodes antiouvrières au même titre que leurs associés du Gouvernement; à chaque élection, le parti S.F.I.O se liquéfie. Ses fédérations départementales sont squelettiques, la jeunesse l'a fui, les syndicats lui échappent. Sans doctrine, sans principes (et sans base ouvrière, sauf dans le Nord), ses chefs n'espèrent plus qu'en de machiavéliques combinaisons parlementaires et ministérielles. On cherche en vain, dans ses journaux et ses revues, quelques essais d'analyse de la situation, quelques lueurs, sur ses buts et ses espoirs. Pour la plupart de ses dirigeants, le salut ne réside plus que dans l'entrée dans la coalition anglo-saxonne.

Louis MERCIER-VEGA,
Damashky.
